

ÉDITO Par **Dorian de Meeûs**

Calmer les passions, c'est mieux que rien

Après une nuit blanche, où chacun craignait que le véhicule européen ne fonce dans le mur, c'est finalement un accord à 28 qui a été brandi. Soulagement timide, mais général, la paralysie mortifère est évitée. Le gros clash aussi. "L'Italie n'est plus seule !" dit-on à Rome. C'était bien l'enjeu, mettre un terme à une erreur passée qui a laissé reposer sur les épaules de l'Italie et de la Grèce la gestion de l'arrivée de centaines de milliers de migrants. Saluons la promesse de réformer le système d'asile commun aux Etats membres. Certes, les entrées illégales ont chuté de 95 % depuis fin 2015. Certes, la crise est donc devenue davantage politique que migratoire. Mais des enfants, femmes et hommes désespérés meurent encore en tentant de traverser la Méditerranée. Ce drame doit convaincre l'Union de ne plus aborder la question migratoire comme un patchwork de législations locales. Le sommet l'a démontré, renforcer les frontières extérieures de l'Union et mettre en place des dispositifs d'accueil sont aujourd'hui les seules garanties pour éviter que chaque gouvernement ne mette en œuvre ses propres solutions, dont l'inefficacité, l'inhumanité ou l'illégalité sont souvent dénoncées.

Sur papier, l'Union tient son accord. Des promesses, même vagues, valent toujours mieux que des conflits ouverts. Sur le terrain, l'accord restera pleinement à confirmer. D'autant plus que les principales mesures seront appliquées sur base volontaire. Ainsi, trouvera-t-on des pays africains pour créer des "plateformes de débarquements" destinées aux migrants récupérés en mer ? Quels Etats membres installeront des "centres contrôlés" pour y transférer les migrants et candidats réfugiés présents sur le territoire ? Enfin, la renégociation du règlement de Dublin est repoussée de quelques mois face à l'opposition ferme de pays d'Europe centrale de s'occuper du moindre migrant. Ici aussi, une vague promesse, connue... Bien qu'utile, c'est donc un accord de façade. Cette énième crise politique rappelle que seule une Europe forte peut éviter les turbulences provoquées par les gouvernements nationaux. Mais, la veulent-ils vraiment ?